

DÉFIS ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE : COMMENT RENOUER AVEC LA CROISSANCE SOUTENUE ?

Par **Ghazi Boulila**

- Professeur en Sciences Economiques à l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de Tunis
- Administrateur à la Société Tunisienne de Banque (STB)
- Directeur de l'Unité de recherche: Développement Financier et Innovation (DEFI)
- Membre du bureau de l'ASECTU
- Membre de l'Association des Anciens de l'Institut de Défense Nationale (AAIDN)
- Président de l'Association pour la Réflexion sur le Développement Economique et Social (ARDES)



Problématique:

Suite à la révolution de 2011, la Tunisie a connu une période d'instabilité politique et économique la plus importante de son histoire récente. Au cours de la transition politique, sept chefs de gouvernements se sont succédés, sans parvenir à mettre en place une véritable politique économique de transition. Le taux de croissance économique reste faible, le taux de chômage s'est aggravé, les déséquilibres macroéconomiques se sont empirés etc. Cette faible performance s'explique essentiellement par l'environnement réglementaire excessif qui a bloqué le fonctionnement de tous les marchés et qui a conduit au constat suivant : Une concurrence faible, une bureaucratie lourde, des comportements de recherche de rentes, un investissement faible et de mauvaise qualité, la formation de groupes d'intérêt, une qualité de services médiocre, une productivité des entreprises faible, un marché du travail rigide qui décourage l'embauche, une politique industrielle qui encourage des activités à faible valeur ajoutée et une politique agricole inappropriée qui favorise la production des variétés continentales. En plus de ces dysfonctionnements, l'instabilité politique et sociale, la contrebande, l'environnement géopolitique défavorable et le terrorisme, viennent récemment impacter négativement la performance économique.

L'objectif de la note est de présenter dans une première section l'évolution de la croissance économique à travers le PIB par tête et l'indice de production industrielle. La deuxième section décrit l'aggravation récente du déficit énergétique. La troisième section présente les défis et les perspectives de l'économie tunisienne et la dernière propose une stratégie qui se concentre sur les sous secteurs prometteurs pour réaliser le potentiel inexploité et atteindre des taux de croissance élevés.

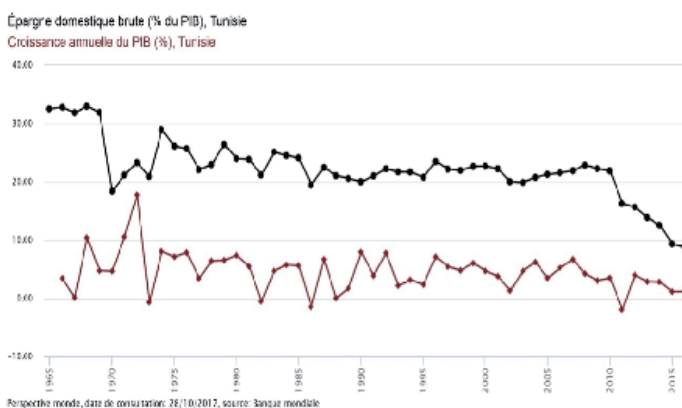
I. L'économie reste en panne de croissance

L'évolution de la croissance du PIB et du taux d'épargne

Sept ans après la révolution, le pays n'a pas réussi à relancer la croissance économique. Le taux de croissance du PIB (dollars constants de la Banque mondiale) demeure faible. Il est estimé à 1.17 % en 2016 soit un taux par tête d'habitant négatif (-0.3%), ce qui implique qu'en moyenne, le tunisien est moins riche par rapport à l'année précédente. Le graphique 1 montre que la Tunisie a enregistré un taux moyen annuel de 4.59% entre 1966 et 2016. Les deux pics sont enregistrés en 1972 (la valeur la plus élevée 17.74 %) et en 2011 (la valeur la plus basse négative -1.92%).

Cette tendance a engendré une persistance d'importants déséquilibres macroéconomiques en matière de gestion des finances publiques et un taux de chômage moyen le plus élevé (15.6 % en 2016). L'investissement moteur-clé de la croissance reste en panne. Le taux d'épargne ne cesse de diminuer entraînant un accroissement de la dette extérieure. Ce taux est au plus bas depuis 1965 estimé à 8.83% en 2016. En effet, entre la période 1965-2016, ce taux moyen est de 22.25% et le plus élevé est enregistré en 1968 à 33.01%.

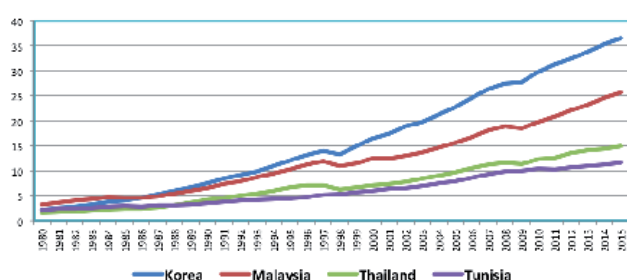
Graphique 1 : Croissance du PIB réel et du taux d'épargne



Comparaison du PIB réel par tête d'habitant tunisien avec les pays asiatiques

La tendance passée des taux de croissance retarde davantage le processus de convergence de la Tunisie vers les pays émergents. En effet, malgré que la Tunisie ait commencé durant le début des années 80 avec le même niveau du PIB par tête des pays asiatiques, ces derniers ont enregistré une croissance importante au cours des 35 dernières années entraînant une divergence de plus en plus importante au fil du temps. L'évolution de la Corée du Sud par exemple est impressionnante comme le montre le graphique 2. Cette divergence de performance est expliquée par plusieurs facteurs dont les politiques industrielles adoptées, le type de gouvernance appliqué etc.

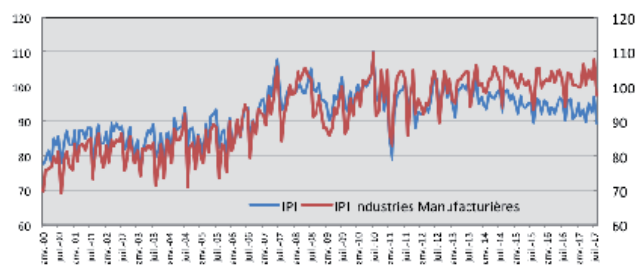
Graphique 2:
PIB réel par tête (en Milliers PPA \$). Source: Banque Mondiale et calcul de l'auteur



L'évolution récente de l'activité industrielle

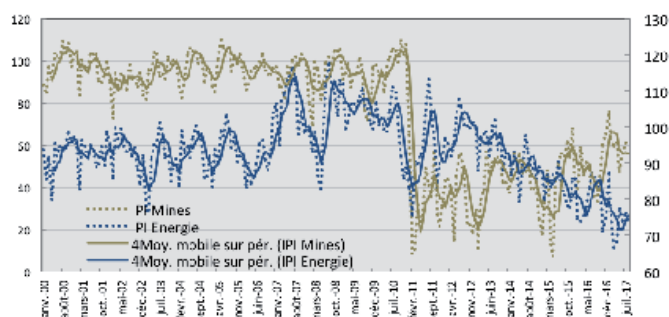
Globalement, l'activité industrielle a enregistré une stagnation ces dernières années, alors que l'activité manufacturière a cru à un rythme inférieur à celui d'avant l'année 2011. L'évolution récente montre que l'indice de la production industrielle (IPI) globale a connu une évolution mitigée durant les 8 premiers mois de l'année 2017 comparativement à la même période de l'année écoulée (graphique 3). D'un côté, les branches manufacturières orientées vers les exportations ont connu une évolution positive profitant de la reprise de la croissance mondiale et de la demande européenne adressée à la Tunisie. Cette évolution se manifeste par une croissance de 3.1% de l'IPI pour les industries mécaniques et électriques et une croissance positive mais faibles pour la branche du textile, habillement et cuir de l'ordre de 0.4% ((graphique 5). Le secteur minier a connu lui aussi une forte reprise en 2017 qui a atteint 35.1% durant les 8 premiers mois entraînant avec lui les industries chimiques, quoiqu'avec un certain retard (graphique 4). D'un autre côté, l'industrie tunisienne continue à souffrir des répercussions de la crise immobilière qui a fait baisser la production des industries des matériaux de construction, de céramique et de verre de 5.4% sur la même période. Ajouté à cela, les troubles sociaux au Sud tunisien se sont traduits par une baisse de 7.1% de la production de l'énergie. Au total les effets baissiers l'ont emporté sur ceux à la hausse engendrant une baisse de l'indice moyen de la production industrielle de 1% sur les 8 premiers mois de 2017.

Graphique 3: Indices de la production industrielle globale et manufacturière



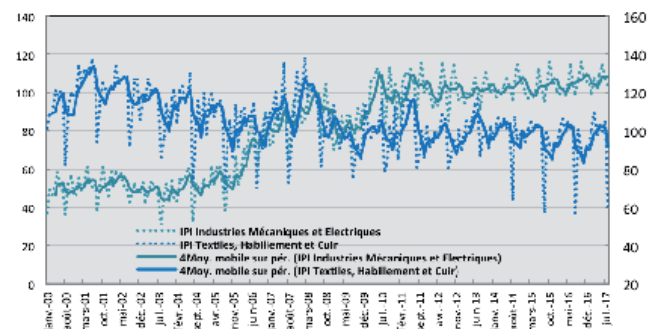
Source : Institut National des Statistiques

Graphique 4:
Indices de la production industrielle des secteurs extractifs



Source : Institut National des Statistiques

Graphique 5:
Indices de la production industrielle des principaux secteurs exportateurs



Source : Institut National des Statistiques

Secteur agricole

La politique actuelle a réprimé le secteur agricole en encourageant la production des biens peu intensifs en main-d'œuvre et intensifs en terre comme le blé tendre dont la Tunisie ne dispose aucun avantage comparatif. Cependant, notre économie dispose d'un grand potentiel dans la production de produits agricoles méditerranéens comme l'huile d'olive, les agrumes, les légumes, la pêche, les figues etc.

La politique actuelle est en train de gaspiller des terres fertiles cultivées en produits continentaux subventionnés et qui contribuent davantage au déficit budgétaire. Il est recommandé de changer le système d'intervention actuel qui encourage la production de ces produits continentaux peu compétitifs et à faible valeur ajoutée au profit de la production des biens méditerranéens intensifs en main-d'œuvre, peu intensifs en terre et surtout à valeur ajoutée élevée.

Le projet d'accord (ALECA) entre la Tunisie et l'Union Européenne pour élargir et consolider leur coopération économique vers les secteurs agricole et des services est une opportunité pour accélérer les transformations structurelles de ces secteurs et de mener des réformes appropriées.



IV. Proposition d'une stratégie qui se concentre sur des niches de produits prometteuses pour réaliser le potentiel inexploité

Les faits stylisés portent à croire que certains secteurs présentent un important potentiel inexploité qui nécessitera une certaine concentration en vue de le réaliser. Pour profiter de ce potentiel, nous suggérons une approche qui fait recours à des mesures stratégiques méticuleusement choisies pour éliminer les obstacles et renforcer les actions de régulation, de coordination, d'harmonisation et de mise en cohérence des programmes publics, privés et PPP. **La Tunisie a besoin d'une approche sous sectorielle ciblée pour assurer une compétitivité la plus élevée possible.** L'expérience des pays montre que l'approche qui cible les sous secteurs à très haut potentiel a connu un succès considérable. Les pays asiatiques, la Grande Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, et la Hollande poursuivent cette stratégie et ont obtenu des résultats remarquables. La collaboration étroite entre le secteur public et le secteur privé dans ce domaine a amélioré ces résultats. Les pays asiatiques ont choisi quelques niches de produits pour bénéficier de l'apprentissage par l'expérience qui a amélioré la productivité et a créé l'avantage compétitif. Les autorités coréennes ont commencé par cibler la sidérurgie et la construction navale et ont réussi à acquérir le statut d'exportateur majeur dans ce domaine dans les années 70. Par la suite, elles ont commencé à exporter des automobiles vers les Etats-Unis dans les années 80, à produire les composants électroniques depuis les années 90. Actuellement, le pays est l'un des premiers exportateurs des équipements électriques. La Hollande a choisi le secteur agroalimentaire. Elle est actuellement le troisième plus gros exportateur au monde de produits agricoles et agroalimentaires. Elle exporte des volailles, de viande rouge, du lait, des variétés de fromage etc. Elle est aujourd'hui le premier exportateur mondial des équipements pour l'agroalimentaire.

Conclusion

Le grand défi pour la Tunisie est de déterminer les sous secteurs à haut potentiel qui offrent les meilleures perspectives pour accélérer la croissance économique. Nous croyons qu'on devra mettre à l'essai cette approche dans le secteur agroalimentaire (produits méditerranéens) où on pourra créer notre avantage comparatif. On devra commencer par se concentrer sur une niche de production comme l'huile d'olive et ses dérivés pour être leader dans le monde et par la suite choisir une autre niche et ainsi de suite. Pour cela, on devra élaborer une stratégie en étudiant notre position de départ, nos forces et nos faiblesses par rapport à d'autres pays concurrents et ensuite, le gouvernement proposera des collaborations avec le secteur privé.